

rnage

ar le fleuve Niger et
est par la conces-
de Anatole Sangaré,
l'immatriculation a
demandée par le Ge-
re des Domaines à
o suivant réquisi-
du 27 mars 1987 N.

es personnes Inté-
s sont invitées à y
r ou à s'y faire re-
ter par un mandat
d'un pouvoir régu-

te de

commodo

on du terrain sise
adjo

le du terrain
3 a 33 ca

te réglementaire
effectuée sur le ter-
jet de la demande
cession rurale le
1987.

lectivités voisines
amment celles qui
titulaires de
usage sur le ter-
ment invitées d'y en-
des représentants.

le du terrain
a 18 ca

te réglementaire
effectuée sur le ter-
jet de la deman-
concession rurale
1987 à partir de
minutes.

collectivités voisi-
notamment celles
alent éventuelle-
ulaires du droit
sur le terrain
tées d'y envoyer
représentants.

du terrain sise
adjo
le du terrain
a 34 ca

te réglementaire
effectuée sur le
objet de la de-
de concession
1987.

activités voisines
ment celles qui
éventuellement
de droit d'usage
terrain sont inv-
envoyer des re-
ta

te

ode Domaniale et
blic est informé
titre foncier N.
nt à feu El Hadji

« Cette année, la Fête du Tra-
vail intervient dans un contex-
te socio-politique, marqué par
des événements qui sans con-
teste marqueront l'avenir du
pays.

En effet, sous la conduite du
Parti, s'est déroulé sur toute
l'étendue du territoire, un lar-
ge débat démocratique, qui a
soulevé de grandes espéran-
ces au sein de notre peuple.

Au cours de ce débat, toutes
les forces vives de la Na-
tion se sont exprimées en tou-
te liberté pour souligner les in-
suffisances de notre société,
et proposer les solutions qu'el-
les croient les plus appro-
priées aux graves problèmes
de l'heure.

Elles ont en particulier insis-
té sur la nécessité urgente de
procéder à la moralisation de
la vie publique.

Conformément aux résolu-
tions de la quatrième Session
ordinaire du Conseil national,
les membres de la Commis-
sion Spéciale d'Enquête sur
les Crimes d'Enrichissement Il-
licite et de Corruption, ont été
nommés et sont déjà à pied-
d'œuvre.

Le deuxième Congrès extra-
ordinaire tenu les 28, 29, 30 et
31 mars 1987, a tiré toutes les
conclusions du débat national.
Ce Congrès a, d'une part, adop-
té la Charte d'Orientation na-
tionale et de Conduite de la
Vie publique ainsi que les nou-
veaux Statuts et Règlement In-
térieur du Parti et, d'autre part
décidé de la création d'une
Commission Spéciale chargée
d'assister le Secrétaire général

Discours du Chef de l'Etat à l'occasion de la fête du 1^{er} Mai

RETABLIR LES EQUILIBRES FONDAMENTAUX DE L'ETAT PAR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITE

de l'Union Démocratique du
Peuple Malien dans la mise en
œuvre de la Charte et dans les
Opérations de renouvellement
des Instances de base du Parti.
L'importance de ces décisions
n'échappe à personne.

Il s'agit désormais pour nous,
de nous atteler à l'édification
d'un Etat de Démocratie Natio-
nale dont les vertus cardinales
seront la Liberté, la Démocra-
tie, la Justice Sociale, l'Equité
et la Solidarité.

A cet égard, les dispositions
pertinentes contenues dans la
Charte d'Orientation Nationale
et de Conduite de la Vie Pu-
blique, nous permettent d'en-
visager l'avenir avec optimisme.
Le deuxième Congrès extraor-
dinaire a en outre confié au
Gouvernement la mission de
concevoir et de mettre en œu-
vre, sous l'égide de la Commis-
sion Spéciale chargée d'assis-
ter le Secrétaire Général du
Parti, un Plan National de Relan-
ce Economique.

Les Représentants de toutes
les couches sociales sont d'o-
res et déjà associés à cette ta-
che. Nous sommes convaincus
qu'il résultera de cette concer-
tation des mesures concrètes

de nature à accroître le revenu
disponible des agents économi-
ques, augmenter la production
et la productivité, rétablir l'é-
quilibre budgétaire et éliminer
les tensions de trésorerie.

Dans la réalisation de ces
objectifs, les travailleurs du
Mali ont une responsabilité par-
ticulière à assumer. L'histoire
de notre pays a déjà enregistré
qu'ils ont joué un rôle détermi-
nant dans la lutte d'émancipa-
tion de notre peuple.

Dans la situation actuelle,
j'en appelle à leur traditionnel
esprit de sacrifice, à leur dé-
vouement et à leur fidélité à
notre peuple, en vue d'occuper
la place de choix qui leur re-
vient dans la lutte pour le dé-
veloppement économique et so-
cial de notre pays, et la consoli-
dation de l'indépendance na-
tionale.

Le deuxième Congrès extra-
ordinaire de l'UDPM fut un mo-

ment régulier des salaires, de
la juste relation entre prix et
revenus, et de la création de
nouveaux emplois.

Les conclusions du Débat Na-
tional sur l'Emploi, ont permis
de déterminer les conditions de
réussite et les modalités prati-
ques de mise en œuvre d'une
action gouvernementale visant
à créer des richesses et à at-
teindre le plein emploi.

Des analyses pertinentes ont
été réalisées sur les potenti-
tés d'emploi dans les différents
secteurs économiques.

L'action gouvernementale s'ap-
puiera en outre sur le Plan Di-
recteur de Développement de
l'Emploi, qui permettra de
mieux coordonner les efforts
dans ce domaine.

L'adoption d'un Plan de Re-
conversion à mettre en œuvre
en faveur des travailleurs ayant
perdu leur emploi, doit permet-

me après le départ à la retrai-
te, pour le paiement des allo-
cations familiales.

Au moment où nous commé-
morons la grande victoire que
constitue l'institution de la Fé-
te du 1^{er} mai pour le monde du
travail, nos pensées vont vers
nos frères d'Afrique du Sud,
de Namibie et vers tous ceux
qui à travers le monde se bat-
tent courageusement pour la libé-
té, l'indépendance et la Digni-
té.

Nous sommes convaincus que
leur juste cause triomphera,
parce qu'elle bénéficie du sou-
tien et de la solidarité de tou-
tes les Forces de Paix et de
Progrès.

La Paix, la Stabilité et la Sé-
curité Internationales demeu-
rent plus que jamais une sou-
rce de préoccupation. Aussi tou-
tes les forces vives du monde
et singulièrement les travail-
leurs, doivent se mobiliser pour



Le Général Moussa Traoré : La relance de l'économie
doit être la préoccupation fondamentale de tous les tra-
vailleurs

ment privilégié, où les aspira-
tions les plus profondes du
Peuple ont été exprimées avec
force. Nous devons trouver en
nous-mêmes, les ressources in-
tellectuelles et morales néces-
saires pour faire aboutir toutes
les promesses issues de ces
assises.

Pour leur part et dans la pers-
pective de nouveaux combats
à mener face aux défis imposés
à notre peuple, les pou-
voirs publics ont déjà entrepris
une série d'actions, qui nous
en sommes convaincus, seront
d'une contribution hautement

tre d'assurer l'harmonie entre
notre Programme de Réforme
des Entreprises publiques et la
politique de solidarité poursui-
vie par le Parti.

Enfin l'Assemblée Nationale a
adopté une Loi qui corrige les
insuffisances de notre système
actuel de retraite, en permet-
tant la prise en charge de l'in-
validité causée par une mala-
die ou un accident d'origine
non professionnelle, l'assistan-
ce aux veuves des travailleurs
n'ayant pas accompli dix an-
nées d'activités, et la prise en
compte des enfants nés mé-

l'instauration et la défense d'un
ordre international plus juste.

La gravité de la situation
que traverse notre pays, doit
retenir toute notre attention.
L'heure est à l'action pour créer
les conditions objectives et mo-
rales du sursaut national, sur-
saut qui nous fera accéder à
la pleine mesure de nos capa-
cités, pour édifier un Mali fort
et prospère.

Le Deuxième Congrès Extra-
ordinaire a offert l'occasion et
les moyens de réaliser ce
grand dessein. Nous ne devons
pas laisser passer cette chan-
ce.

Le Président de la République accorde sa grâce à des condamnés

Article Premier: La re-
mise totale du reliquat de
la peine est accordée aux
personnes nommées ci-ap-
rès, détenues à la prison
civile de Gao depuis le 3
avril 1987:

1. Abdoulaye Issa : né
vers 1939 à Arhabou-Gao,
fils de Issa Soumana et de
Fatoumata Diadiendy, culti-
vateur condamné le 12 août
1982 pour opposition à l'au-
torité légitime à 3 mois de
prison.

2. Daouda Alabassane :
né vers 1944 à Arhabou-
Gao, fils de Alabassane
Ibrahima et de Wolboro
Maiga cultivateur condam-
né le 12 août 1982 pour op-
position à l'autorité légitime
à 3 mois de prison.

3. Yacouba Abakaya :
né vers 1947 à Arhabou-
Gao, fils de feu Abakaya
Assoufa et de feu Alcha
Issoufa cultivateur condam-
né le 12 août 1982 pour op-

position à l'autorité légitime
à 3 mois de prison.

4. Abdou Halassy : né
vers 1956 à Arhabou-Gao,
fils de Halassy et de Fa-
toumata Diadiendy, culti-
vateur condamné le 2 décem-
bre 1982 pour opposition à
l'autorité légitime à 3
mois de prison.

5. Moussa Mahady : né
vers 1956 à Arhabou-Gao,
fils de feu Mahady et de
Zénaba Yacouba, culti-
vateur condamné le 2 dé-
cembre 1982 pour opposi-
tion à l'autorité légitime à
3 mois de prison.

6. Ali Diadiendy : né
vers 1957 à Arhabou-Gao,
fils de Diadiendy et de
Mamahata, cultivateur,
condamné le 2 décembre
1982 pour opposition à
l'autorité légitime à 3
mois de prison.

Art. 2. Le présent dé-
cret prend effet pour comp-
ter de sa date de signatu-
re.